COMMUNE NOUVELLE DE SAINT HILAIRE DE VILLEFRANCHE

PROJET PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 19 décembre 2023 à 18h30, salle du conseil municipal

Date de convocation :

6 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix-neuf décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Hilaire-de-Villefranche, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Didier BASCLE, Maire de la Commune de Saint-Hilaire-de-Villefranche,

PRÉSENTS : M. BASCLE Didier, Mme ETOURNEAU Corinne, M. LECLANCHE Christian, Mme CABAUP Christine, M. NICOLEAU Benjamin, M. MARIE Jean-Michel, Mme LOIZEAU Patricia, Mme GEAY Valérie, Mme BEAU Christiane, M. RIVEIRO-GOMEZ Pascal, M. MICHAUD Fabrice, Mme PERROGON Viviane, Mme ROUX Sylvie, M. ZIMMERMANN Christopher, Mme SEYNAT Sonia.

Nombre de Membres : 19

En exercice : 19

Présents : 15

Pouvoirs : 2

Votants : 17

ABSENTS EXCUSES :

M. GUIBERTEAU Jean-Pierre

M. CORDEAU Pascal

Mme ECOTIERE Jeannick donne pouvoir à Mme CABAUP Christine

M. FILLON Nicolas donne pouvoir à M. LECLANCHE Christian

A été nommée secrétaire de séance : Mme ROUX Sylvie

Aucune observation n'étant émise, le procès-verbal de la séance du 21 novembre 2023 est adopté à l'unanimité, ainsi que ses délibérations.

1-DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDES DE SUBVENTION DETR/DSIL/FONDS VERT DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE MATERNELLE

Monsieur le Maire expose le projet de rénovation de la couverture métallique par une solution d'étanchéité de la membrane PVC avec apport d'un isolant thermique de la toiture de l'école maternelle.

Montant total des travaux HT : 39 174.20€ HT

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès de la DETR/DSIL ET FONDS VERT.

Dans ce contexte, le plan de financement prévisionnel proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

Collectivité	MAIRIE DE SAINT HILAIRE DE VILLEFRANCHE		
Opération	RENOVATION DE LA TOITURE METALLIQUE DE L'ECOLE MATERNELLE		
Coût estimatif de l'opération			
Poste de dépenses (Les montants indiqués dans chaque poste de dépense doivent être justifiés)	Montant prévisionnel HT		
Rénovation de la couverture métallique par une solution d'étanchéité par membrane PVC avec apport d'un isolant thermique	38 374,20 €		
Etude thermique	800,00 €		
Coût HT	39 174,20 €		

Plan de financement prévisionnel				
Le cas échéant, joindre une copie des décisions d'octroi des subvention ou à défaut le courrier de demande				
Financiers	Sollicité ou acquis (à sélectionner dans le menu déroulant)	Base subventionnable	Montant HT	Taux intervention
DETR	Sollicité	39 174,20 €	11 752,26 €	30,00 %
DSIL		39 174,20 €	7 834,84 €	20,00 %
Fonds vert		39 174,20 €	11 752,26 €	30,00 %
Autre subvention Etat (à préciser)				#DIV/0!
Fonds européens				#DIV/0!
Conseil départemental				#DIV/0!
Conseil régional				#DIV/0!
Autres (à préciser)				#DIV/0!
Sous-total			31 339,36 €	
Autofinancement (dont montant du prêt, le cas échéant)			7 834,84 €	20,00 %
Coût HT			39 174,20 €	

Le conseil municipal à l'unanimité après avoir délibéré :

- **ADOPTÉ** l'opération et les modalités de financement ;
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel ;
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions sollicitées ;
- **AUTORISE** le maire à signer tout document relatif à cette opération, et notamment la demande de subvention auprès de la préfecture.

2-DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL 17 DANS LE CADRE DE LA CRÉATION ET DE L'INSTALLATION D'UNE BIBLIOTHEQUE

Projet : Confection et installation d'une nouvelle bibliothèque à l'école maternelle.

Montant total des travaux HT : 3 962.15€ HT

Afin de prétendre à la subvention du Conseil Départemental de la Charente Maritime pour la confection et l'installation d'une bibliothèque à l'école maternelle, il est nécessaire que l'assemblée prenne une délibération. CF Annexe 02 : Devis Bibliothèque.

Le conseil municipal à l'unanimité après avoir délibéré :

S'ENGAGE à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette opération, et notamment la demande de subvention auprès de la préfecture

3-DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE 2024.

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessous.

CHAPITRES	CRÉDITS VOTÉS POUR 2023	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de L'article L16-12 du CGCT
20	1 128.60€	282.15€
21	159 821.05€	39 955.26€
23	26 721.99€	6 680.50€
041	110 000€	27 500.00€

Le conseil municipal à l'**unanimité** après avoir délibéré :

AUTORISE le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote 2024, dans la limite des crédits proposés dans le tableau ci-dessus.

4-DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique est venue notamment modifier la loi du 13 juillet 1983 susvisée en instaurant « un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ».

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique en fixe le cadre réglementaire.

Toutes les collectivités et les établissements publics ont l'obligation de mettre en place ce dispositif, depuis le 1er mai 2020.

Afin de permettre aux collectivités et établissements publics affiliés de remplir cette nouvelle obligation, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime (CDG17) propose de gérer ce dispositif de signalement par voie de convention jointe en annexe de la présente délibération.

Ce dispositif comprend :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés.

Il concerne l'ensemble des personnels en activité de la collectivité : fonctionnaires, contractuels de droit public ou de droit privé, élèves en stage, apprentis.

Le CDG17 s'engage à assurer cette mission en toute impartialité, neutralité, indépendance, et dans le respect de la réglementation issue du règlement général sur la protection des données (RGPD).

De son côté, la collectivité doit s'engager à informer l'ensemble de ses agents de l'existence de ce dispositif et des modalités pour y avoir accès.

L'adhésion au dispositif de signalement proposé par le CDG17 fait l'objet d'un **versement annuel de 35 euros** (pour les collectivités et établissements employant moins de 50 agents à la date d'adhésion) ou de 55 euros (pour les collectivités et établissements employant au moins 50 agents à la date d'adhésion).

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à cette mission,

Le conseil municipal à **l'unanimité** après avoir délibéré :

- **DECIDE** de conventionner avec le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente Maritime pour la mise en place du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes, selon les termes de la convention jointe en annexe,
- **AUTORISE** le maire à de signer tous les documents se rapportant à cette convention.

5-REVISION DES TARIFS DES SALLES (JEAN GARNIER – YVES DUTEIL – PARC MUNICIPAL)

La commission communale décide d'annuler et remplacer la délibération du 28 octobre 2008, relative au tarif des locations de salles et du parc municipal.

Nouvelles dispositions proposées :

- Les associations communales bénéficieront d'un jour de gratuité par an, de 9h00 à 4h00 du matin, samedi ou dimanche, été ou hiver.
- Pour la salle Y. DUTEIL, il est proposé une gratuité une fois par an pour le personnel communal.
- Une convention sera établie avec obligation de fournir une attestation d'assurance responsabilité civile ou RC association, le cas échéant.
- Les chèques d'acompte et de règlement devront être remis en mairie avant la location de la salle.
- Il est obligatoire d'effectuer un état des lieux d'entrée et de sortie.
- Afin de faciliter l'instruction des dossiers en mairie pour 2024, une procédure pour la location des salles sera mise en place.

Les tableaux proposés ci-après, répertorient les nouveaux tarifs proposés afin que l'assemblée délibère.

ETE : du 15 avril au 15 octobre   **HIVER** : du 16 octobre au 14 avril

SALLE JEAN GARNIER								
	COMMUNE				HORS COMMUNE			
Salle, salle de danse Office compris	1 JOUR		2 JOURS - WE		1 JOUR		2 JOURS - WE	
	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER
	150.00€	200.00€	300,00€	350.00€	200.00€	250.00€	350.00€	400.00€
Caution	300.00€							

SALLE YVES DUTEIL								
	COMMUNE				HORS COMMUNE			
	1 JOUR		2 JOURS - WE		1 JOUR		2 JOURS - WE	
	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER
	60.00€	80.00€	100.00€	120.00€	120.00	140.00	180.00€	200.00€
Caution	200.00€							

PARC MUNICIPAL		
Avec tivolis 120 personnes		
	1 JOUR	2 JOURS
	60.00€	120.00€
Caution	200.00€	

Le parc se loue uniquement sur la période estivale du 1^{er} mai au 30 septembre.

Le conseil municipal à l'**unanimité** après avoir délibéré :

- **DECIDE** d'appliquer, à compter du 1er janvier 2024, les nouveaux tarifs de locations des salles et du parc municipal présentés dans les tableaux ci-dessus.
- **DECIDE** la mise en place d'une procédure facilitant l'instruction des dossiers en mairie pour 2024.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions d'utilisations des salles et du parc municipal conjointement avec les usagers.

6-REVISION DU TARIF DES CONCESSIONS DANS LES CIMETIERES

La législation n'autorise plus à vendre des concessions perpétuelles.

La commission finance s'est réunie le 12 décembre 2023.

Au vu des délibérations datant de :

2001 : tarifs des colombariums

2013 : tarifs des concessions cimetières,

La commission propose une révision des tarifs avec mise à jour des délibérations datant toutes de plus de 10 ans.

Le tableau proposé ci-après, répertorie les nouveaux tarifs proposés afin que l'assemblée délibère.

TYPE DE CONCESSION	DURÉE	TARIF PROPOSÉ (FORFAIT)
CONCESSION - CIMETIERE	30 ANS	100.00€
CONCESSION - CIMETIERE	50 ANS	150.00€
CONCESSION - COLOMBARIUM	15 ANS	350.00€
CONCESSION - COLOMBARIUM	30 ANS	700.00€

Le conseil municipal à l'**unanimité** après avoir délibéré :

DECIDE de fixer les tarifs des concessions aux cimetières de Saint Hilaire de Villefranche et de La Frédière conformément au tableau ci-dessus.

DECIDE de mettre en application les nouveaux tarifs au 1er janvier 2024.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les arrêtés de concession conjointement avec les usagers.

7-REVISION DES TARIFS DE DROIT DE PLACE ET MISE A JOUR EN ARRETE D'AUTORISATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Comme l'exige la réglementation, la mairie de Saint Hilaire de Villefranche applique des redevances d'occupation du domaine public quand celles-ci correspondent à une activité commerciale.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la propriété des Personnes Publiques pris par Ordonnance n°2006-460 du 21 avril 2006 notamment ses articles L2121-1 à L2122-3 et L2125-1 à L2125-6,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L113-2,

VU la délibération du 15 février 2011,

Suite à la commission finance réunie le 12 décembre 2023, il est proposé les tarifs et indications suivantes :

Proposition d'une application au 1er janvier 2024.

Descriptif de l'ODP	Tarif applicable 2024
Droit de place marchands ambulants, camion, trucks	5.00€ par jour - Electricité comprise
Droit de place marché	Forfait par jour : 1.5€ sans raccordement électrique Forfait par jour avec électricité : 3€
Terrasses, bars, restaurants, panneaux publicitaires	Gratuité

Le conseil municipal à l'**unanimité** après avoir délibéré :

APPROUVE les nouveaux tarifs présentés ci-dessus ;

DECIDE l'encaissement des droits de place trimestriellement à compter du 1er janvier 2024 par l'émission d'un titre de recette.

8-INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

ELECTIONS / COMMISSION DE CONTROLE

Il est impératif de réunir la commission de contrôle des listes électorales. Elle doit se réunir avant le 31/12/2023.

Réunion prévue le mercredi 20/12/2023 à 14h00.

LOGO DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire présente un projet de logo qui nécessite une évolution et comparaison avec un autre professionnel avant de prendre une décision définitive.

ECLAIRAGE PUBLIC

Il est signalé qu'il n'y a pas d'éclairage public dans la rue du collège jusqu'à l'église.

Monsieur LECLANCHE va faire la déclaration au SDEER. En raison de la charge de travail de ce service due aux inondations aux alentours, le délai d'intervention est estimé à.....

Plus d'éclairage Chez Dyon à 18h30.

L'absence d'éclairage de la rue Jean Moulin et de la rue de Provence, précédemment signalée, a fait l'objet d'une déclaration au SDEER la semaine dernière.

Changement des ampoules actuelles par des LEDS : estimation du devis 13 000.00 € - 393 points d'éclairage.

EGLISE (Viviane PERROGON)

La porte de l'église nécessite peut-être un nettoyage.

Il faudra penser à la changer dans l'avenir.

Un devis de rénovation a été effectué il y a quelques temps : 12 000.00 €. Cela est subventionnable avec la PRACC.

DECHETS VERTS (Sylvie ROUX)

Suite à l'interrogation de certains administrés concernant l'évacuation des déchets verts, arbres chez les personnes âgées, sans moyens matériels : Ce service ne peut être assuré par la mairie, il est suggéré de faire appel à l'entraide par le voisinage, aux entreprises spécialisées...

Mme Perrogon demande s'il y a un point de collecte pour les déchets verts qui n'iront plus en déchetterie ?
Monsieur le Maire propose d'interroger CYCLAD pour lequel il y a un manque d'information à ce sujet.

A partir du 01/01/2024 mise en place de containers et ramassage une fois par semaine des poubelles dans ces containers (plus de porte à porte).

EVENEMENTS CLIMATIQUES (Sylvie ROUX)

Suite aux commentaires recueillis auprès de personnes âgées, la vigilance auprès de nos aînés est évoquée.
Bien qu'un plan canicule existe et soit appliqué par la mairie (si besoin), la solidarité (voisinage, ami...) reste de bonne augure en toute situation (forte chaleur, tempête, inondation, coupure électrique, etc...) principalement auprès des personnes connues pour être « isolées ».

Le maire,

Didier BASCLE

Le secrétaire de Séance,

Sylvie ROUX

TABLEAU DES DELIBERATIONS

DELIBERATIONS	OBJETS	Approuvée	Reportée	Rejetée
D2023_12_01	DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDES DE SUBVENTION DETR/DSIL/FONDS VERT DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE MATERNELLE	X		
D2023_12_02	DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL 17 DANS LE CADRE DE LA CREATION ET DE L'INSTALLATION D'UNE BIBLIOTHEQUE	X		
D2023_12_03	DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE 2024.	X		
D2023_12_04	DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES	X		
D2023_12_05	5-REVISION DES TARIFS DES SALLES (JEAN GARNIER – SALLE DE DANSE –YVES DUTEIL)	X		
D2023_12_06	REVISION DU TARIF DES CONCESSIONS DANS LES CIMETIERES	X		
D2023_12_07	REVISION DES TARIFS DE DROIT DE PLACE ET MISE A JOUR EN ARRETE D'AUTORISATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	X		